

Journée d'étude

***Mouvements sociaux et territoires locaux
en Amérique Latine
Entre survie, reconnaissance et citoyenneté***

**Vendredi 20 novembre, 9h – 17h30
Salle 215, Maison des Sciences de l'Homme
54 Bd Raspail, 75006 Paris**

9h15 *Introduction de la journée et de la thématique.*
Denis Merklen, Geoffrey Pleyers

9h30 *Une action locale à portée transfrontalière, Le Colectivo
Chilpancingo à Tijuana*
Luis LÓPEZ (ENSAPLV & CADIS) *Discutant : Maxime Quijoux*

10h20 *S'approprier l'espace pour être reconnus comme "travailleurs".
L'exemple de lutte du Mouvement des « Sans terre » au Brésil,*
Susana BLEIL (CEMS & U. du Havre) - *Discutant : Luis Lopez*

11h10 Pause

11h25 *La défection : entre la non mobilisation et les formes individuelles
de résistance,* Sarah MAILLEUX (Paris VII) - *Discutant : G. Pleyers*

12h15 Déjeuner

13h45 *Usines récupérées d'Argentine : des mobilisations ouvrières à
dimension locale,*
Maxime QUIJOUX (CREDAL) - *Discutante : Sarah Mailleux*

14h35 *Le réinvestissement du niveau local par les mouvements mexicains :
Réponse à l'impasse politique ou nouvelle culture politique ?,*
Geoffrey PLEYERS (CADIS & FNRS/U.Louvain) - *Discutante : S. Bleil*

15h25 Pause café

15h40 Discutant : *Ilán Bizberg* (Colegio de México)

16h10 Discutant : *Denis Merklen* (IRIS, EHESS & Paris VII)

16h40 Discussion Générale et Conclusion

Mouvements sociaux et territoires locaux en Amérique Latine *Entre survie, reconnaissance et citoyenneté*

Cahiers des Amérique Latine, n° 2010/2.

L'arrêt progressif des politiques d'intégration et de promotion de l'État social des années 1980 et 1990 a renforcé un repli sur le niveau local, que ce soit le quartier, le village ou la communauté. Au point que, dans beaucoup de cas, la figure centrale des conflits sociaux et des mobilisations collectives n'est plus celle du travailleur, mais celle de l'habitant. Alors que les institutions et les promesses de développement font défaut, le territoire local est l'un des rares pôles de stabilisation pour ces populations.

A travers l'Amérique latine, le territoire local (le quartier, l'asentamiento, la communauté autonome) est devenu un espace dans lequel les habitants organisent leur survie, mais aussi redéplient leur action dans l'espace public, comme l'ont fait une partie des mouvements indigènes à travers le continent, les sans-terre au Brésil, les piqueteros en Argentine et d'innombrables réseaux locaux qui, à travers la défense de leur lieu de vie, ont déployé de nouvelles formes de citoyenneté et d'engagement social et politique. Jusqu'à quel point cette « territorialisation » de l'action collective peut-elle constituer un espace à partir duquel les acteurs peuvent s'affirmer, construire leur vie, se projeter dans l'avenir tout en construisant leur citoyenneté ?

La « focalisation » des politiques sociales a fortement contribué à cette territorialisation de la mobilisation, notamment avec la décentralisation de l'État, l'émergence d'un nouveau système d'action à partir de l'intervention croissante des ONG ou d'organismes internationaux et l'appui au développement d'organisations locales des habitants afin de pouvoir bénéficier des ressources allouées par ces acteurs. Cette « localisation » de la politique publique a contribué à la promotion d'un mode de socialisation politique à partir du territoire. Les individus et les groupes accèdent au système politique et à l'espace public par le territoire, et ils y « apprennent » ce qu'est la vie politique et institutionnelle.

Dans ces espaces locaux, se crée une manière différente de faire de la politique et d'être citoyen (Merklen, 2009). Ces mouvements sont pourtant très souvent considérés comme des mobilisations de défense des intérêts de quelques-uns (NIMBY) ou, dans le meilleur des cas, comme des mouvements trop faibles pour atteindre le niveau national ou international grâce auquel ils pourraient avoir une influence sur les décisions politiques (Tarrow). Les différentes études de cas présentées dans ce dossier mettent au contraire l'accent sur l'importance des mouvements actifs au niveau local, tant dans la perspective d'une amélioration de la vie quotidienne des habitants de ces quartiers ou de ces communautés que, dans certains cas, en tant que contribution à des changements sociaux et culturels dont les enjeux dépassent de loin ces territoires locaux.

A travers le continent, des mouvements indigènes, paysans, populaires urbains, mais aussi des mouvements de défense des droits humains de genre et de nombreux mouvements culturels placent leurs espoirs dans la transformation du niveau local afin d'y améliorer la qualité de vie, à la fois à partir d'un redéploiement de relations conviviales locales et d'engagements politiques et sociaux. Pour certains, l'affirmation d'une autonomie et d'une capacité d'action ancrées dans un territoire local passe par un conflit avec les autorités, notamment pour

s'opposer à certains plans de développement (comme la construction d'un aéroport sur les terres d'un village de la banlieue de Mexico) ou pour défendre des formes traditionnelles d'organisation locale. Dans d'autres cas, c'est à partir d'une articulation avec les autorités locales que la région, la ville ou le quartier peuvent devenir un lieu de reconstruction des relations sociales, économiques et politiques. Or, si elles peuvent mener à des améliorations dans la vie quotidienne des habitants, les stratégies locales des mouvements se révèlent limitées face au délitement des droits et d'une citoyenneté qui reste prioritairement liés aux États-Nations. Les institutions étatiques conservent ainsi un grand rôle afin de dépasser certaines de ces limites et d'inscrire les acquis sociaux dans le droit et dans la durée. Mais l'articulation de ces mouvements locaux avec les acteurs et les logiques institutionnelles demeurent dans bien des cas problématiques et ambiguës, voire très conflictuelles.

A partir d'une problématique locale, certains de ces groupes sont capables d'atteindre rapidement l'espace public national ou même international, comme le montre Luis Lopez. Mais dans bien d'autres cas, les acteurs sont tellement coincés dans la réalité immédiate et la lutte pour la survie qu'une dynamique capable de porter ces problèmes dans l'espace public national et de reconstruire une citoyenneté semble totalement hors de portée (S. Maillieux).

Quelques questions qui invitent à la réflexion

1. Comment le niveau local permet-il aux mouvements sociaux de se redéployer dans l'espace public?
2. « L'identité des classes populaires s'est pour beaucoup déplacée de la figure du *travailleur* à celle de *l'habitant*. » Quelles sont les conséquences d'un tel changement en termes de mouvements sociaux ? Quelles sont les opportunités, les défis et les limites de cette évolution pour les mouvements sociaux ?
3. Quelles stratégies collectives de solidarité et de survie sont mises en œuvre par les individus lorsqu'ils deviennent des habitants ?
4. Quelle autre manière de construire des liens sociaux et des solidarités, d'être citoyen, de s'engager, de construire des mouvements, de faire de la politique dans ces quartiers ou ces communautés ?
5. Quelles sont les limites de ces mobilisations locales ? Peut-on affirmer qu'elles sont plus directement exposées au clientélisme, à l'hétéronomie et à la manipulation parce qu'elles déploient leur action à partir du territoire ?